PANTHÈRE PREMIÈRE

N°05

Printemps 2020

Ensembles rouges / Ehpad et au-delà
Muscade coloniale / Naufragé·es loin des yeux
Travail gratuit / Silicose et drame industriel

Dossier

MARTHE ATTAQUE !

Mobilisations de femmes et luttes environnementales

MARTHE ATTAQUE !

Mobilisations de femmes et luttes environnementales

La question militaire, la politique énergétique d'un pays, l'aménagement public-privé du territoire sont réputés affaires complexes et sérieuses. Qu'y entendent les non expert·es et non élu·es, *a fortiori* les « bonnes femmes » censées se concentrer sur la reproduction et le soin de la vie humaine ? Ces cinquante dernières années, certaines ont pourtant précisément puisé dans cette responsabilité pour s'opposer à une modernité destructrice, quand d'autres mettaient les pieds dans le plat sans se soucier de l'étiquette.

Du mouvement pacifiste antinucléaire des années 1980 à la lutte menée au Brésil contre d'immenses barrages désastreux en passant par le combat de victimes de l'accident de Fukushima pour faire reconnaître leur droit à vivre dans un milieu sain, ou encore le récent rassemblement à Bure en non-mixité « meufs » de centaines d'opposantes au projet d'enfouissement de déchets nucléaires, les « femmes »[1] ont œuvré de bien des façons à défendre des territoires et des manières de vivre.

Ce dossier explore la place des femmes dans les luttes environnementales. Il se place au ras des pratiques pour rendre compte de leur inventivité joyeuse et opiniâtre. Contre la catastrophe qui vient, contre celles déjà survenues, elles ont lutté et luttent encore en occupant, en chantant, en dansant, en brodant ou en sabotant ; par leurs modes d'action et d'organisation et par leurs narrations, elles ont rendu visibles les risques et les dommages liés au nucléaire civil et militaire. Aujourd'hui encore, elles participent à renouveler les imaginaires politiques en s'invitant dans les liens entre patriarcat et technologie, santé et politiques industrielles, inégalités sociales et inégalités environnementales.

[1] Que leur genre ressenti et revendiqué corresponde ou non au sexe biologique qui leur a été assigné à la naissance.

IF YOU LOVE THIS PLANET[1]

Des femmes contre le nucléaire

Comment construire une position antinucléaire à partir des questionnements féministes ? Dans les années 1970, en France, elles furent peu nombreuses à chercher cette articulation et leurs efforts ont été largement oubliés ou perdus. Pourtant, qu'il s'agisse de l'écoféminisme défini par Françoise d'Eaubonne, des réflexions de Xavière Gauthier ou bien de la lutte de femmes contre l'ouverture d'une centrale à Plogoff, ces positions méconnues et ces combats constituent aujourd'hui un héritage à réinvestir.

Au départ de cet article écrit à quatre mains, il y a des paysages traversés au détour de nos existences : les falaises du Nez de Jobourg près de La Hague pour l'une, les lumières électriques du laboratoire de l'Andra[2] éclairant tout Bure la nuit pour l'autre. Le souvenir de rochers au milieu desquels on rit, la mer avec laquelle on s'éclabousse, des corps déliés au soleil, une impression de vie sauvage loin des pavillons de banlieue. Et puis un jour, quelque chose se précise dans le paysage, une usine de retraitement de déchets nucléaires dans le lointain, des histoires de luttes bretonnes appartenant

[1] Titre d'un court-métrage canadien réalisé par Terri Nash en 1982, centré sur un cours d'Helen Caldicott, médecin et opposante aux armes nucléaires, fondatrice de l'association Women's Action for Nuclear Disarmament (WAND). Ce film a rencontré un important succès à l'époque.

[2] Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

En 1974, suite à la crise pétrolière, l'adoption du plan Messmer entraîne la mise en chantier d'un nombre faramineux de centrales nucléaires.

au passé, une photo *eighties* de femmes encerclant un camp militaire. C'est un paysage de science-fiction que l'on apprend à aimer puis une série policière qui nous lie, une prison à ciel ouvert. Au milieu des champs de monoculture, des rondes des gendarmes et de la valse infernale des procès. C'est là où nous avons tenté, où nous tentons encore, d'habiter les ruines, nous, enfants des déchets nucléaires.

Les mécanismes qui nous poussent à enquêter sur tel ou tel sujet ont souvent des origines profondes et leur part de mystère. Nous ne sommes pas nées à la même époque (deux décennies nous séparent), pourtant, nous avons toutes les deux voulu rencontrer des femmes qui ont, à un moment de leur vie, lutté contre l'industrie nucléaire. Au cours des entretiens ou dans les archives, ces femmes ont raconté leur engagement contre le nucléaire civil à une époque où l'État français redoublait de pédagogie pour promouvoir cette source d'énergie comme « propre et moderne ».

On dit, non sans raison, qu'en France les femmes, et notamment les féministes, se sont peu senties concernées par la question nucléaire. Il s'agit là d'une exception : ailleurs, en Europe, aux États-Unis et en Australie, des actions et occupations ont été menées par des femmes, qui se définissaient souvent comme écoféministes ou même sorcières et, à ce titre, s'élevaient contre ces infrastructures qu'elles considéraient comme mortifères et patriarcales. Pourtant, dès le tournant des années 1970, en France aussi une poignée de femmes, qu'elles soient ou non féministes ou écologistes, ont lutté contre le nucléaire. Nous avons eu envie de partager des morceaux de leurs histoires qui demeurent absentes des récits de luttes, académiques comme militants. La première partie de ce texte s'attache à décrire les manières dont quelques figures féministes se sont intéressées à la question nucléaire. Puis nous changerons de focale : il s'agira d'aller à la rencontre de femmes « ordinaires », opposées à l'installation d'une centrale nucléaire à Plogoff, en vue de mieux comprendre les ressorts de leur engagement.

Des féministes contre le nucléaire?

La décennie 1970 est une période ambivalente. Alors même que se multiplient les luttes et qu'émergent de nouveaux fronts et de nouvelles acteur·ices – les femmes, les minorités sexuelles, les immigré·es, les handicapé·es, les psychiatrisé·es, etc. –, les transformations des modes de vie et les évolutions techniques s'accélèrent. En 1974, suite à la crise pétrolière, l'adoption du plan Messmer (du nom du Premier ministre du président Pompidou) entraîne la mise en chantier d'un nombre faramineux de centrales nucléaires. En l'espace de dix ans, le gouvernement prévoit de passer de six centrales en service à cinquante-cinq réacteurs. Il s'agit d'imposer le tout-nucléaire pour la production électrique et d'édifier un peu partout en France d'imposantes centrales comme autant de cathédrales modernes. Ces choix énergétiques sont concomitants de la diffusion dans les mouvements sociaux, et au-delà, d'une sensibilité plus grande à la question écologique, de la vivacité d'une critique antinucléaire, d'une remise en question du « progrès » technique, voire d'une nostalgie pour l'artisanat et les technologies traditionnelles – les stages de poterie, de tissage ne désemplissent pas au cours des années 1976-1978. Après 1974, l'écologie et la lutte antinucléaire deviennent en effet un des lieux de convergence des reconversions militantes après le bouillonnement des années 1968. Les femmes sont alors très nombreuses dans les mouvements écologistes, et certaines d'entre elles ont eu un engagement féministe[3]. Elles ont cependant peu articulé au plan théorique féminisme et écologie, ou féminisme et lutte antinucléaire. Quelques féministes, dont Françoise d'Eaubonne et Xavière Gauthier, vont néanmoins tenter de faire tenir ensemble horizon féministe et critique du nucléaire, considérant que le féminisme est un site privilégié pour penser le monde et le capitalisme au-delà des seuls mécanismes des rapports de genre. Méconnues, ces articulations militantes, théoriques et littéraires proposent un positionnement fécond, à la croisée du féminisme, de l'écologie et de la critique de la modernité technique.

Françoise d'Eaubonne ou l'écoféminisme radical

Née en 1920, Françoise d'Eaubonne est une personnalité complexe à la vie mouvementée. Écrivaine extraordinairement prolixe – autrice de romans autant que d'essais –, elle est aussi connue pour ses engagements multiples : résistante pendant la Seconde Guerre mondiale, proche du Parti communiste, grande lectrice du *Deuxième sexe* de Beauvoir qu'elle défendra avec passion. En ce début des années 1970, elle met son énergie débordante et sa créativité subversive au service de la cause des minorités sexuelles ; elle fréquente alors les milieux homosexuels, notamment le club Arcadie où elle crée avec quelques lesbiennes le noyau initial du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR).

Très vite, elle s'intéresse aussi à la question écologique. À partir de 1972, elle mène un travail de synthèse entre plusieurs influences, notamment celle de la féministe étatsunienne Shulamith Firestone, sans doute une des premières, dans son livre *La Dialectique du sexe*, à penser le lien entre les objectifs du féminisme et de l'écologie et celle de René Dumont, agronome, candidat écologiste à l'élection présidentielle de 1974. Elle s'inspire aussi à la même période de la théorie situationniste d'Alain Fleig, ancien du FHAR et rédacteur de la revue

On dit qu'en France les femmes, et notamment les féministes, se sont peu senties concernées par la question nucléaire.

Le Fléau social, et entre en dialogue avec Pierre Samuel, un militant de l'association écologiste Les Amis de la Terre. En 1974, elle publie *Le Féminisme ou la mort*, où elle propose le terme d'écoféminisme et pense l'articulation théorique de ces deux luttes, avec comme objectif une mutation sociale profonde. Comme elle l'écrit dans des mémoires non publiées : « L'ordre général du monde demeurait pourtant mon sujet de rage et de dégoût le plus primordial. L'énergie nucléaire que le stupide animal humain découvrait avec tant de ravissement provoquait mon plus grand accablement. »[4]

Françoise d'Eaubonne ne se contente pas d'une réflexion théorique très critique des modes d'action traditionnels. Elle privilégie l'agit-prop[5] et passe progressivement d'une radicalisation idéologique à l'action directe : elle tente de créer un mouvement de « grève des ventres » et organise surtout des sabotages contre les centrales nucléaires en construction. C'est ainsi que le 3 mai 1975, la pompe du circuit hydraulique de la centrale en construction de Fessenheim est dynamitée par un Commando Puig Antich-Ulrike Meinhof[6] : trois charges ont été déposées, dont une dans les toilettes du pavillon d'accueil. Un communiqué revendiquant le sabotage est envoyé à la presse et publié dans *Libération* :

> Nous revendiquons ce qui vient de se passer à Fessenheim. [...] Notre action non contradictoire avec les mouvements populaires comme ceux de Wyhl et Marckolsheim[7] est l'expression de la protestation primordiale de la vie contre le capital coupable de génocide, dernier stade de la société patriarcale d'oppression. Le maintien du salariat lui-même est devenu un non-sens meurtrier. Nous n'avons pas plus besoin d'énergie nucléaire que de travailler tout le jour à produire des gadgets. La productivité forcenée est devenue l'ennemi planétaire. Et le combat du prolétariat des pays développés rejoint objectivement celui des pays du tiers-monde. Qu'il soit des femmes, des enfants, du tiers-monde ou du prolétariat, le combat se doit d'être total. Rappelons que les femmes à Wyhl (70 % de Non à l'atome) comme ailleurs sont à l'avant-garde du refus nucléaire qui n'est que le dernier mot de cette société bâtie sans elles et contre elles.

Françoise d'Eaubonne sera aussi partie prenante d'une autre action le 6 juin 1975 contre la société Framatone qui construit des réacteurs ; cette fois, c'est l'ordinateur central et des ateliers qui sont dynamités. L'attentat est revendiqué par le Commando Garmendia-Angela Luther[8]. Ces dynamitages sont les premiers d'une série d'actions directes radicales menées contre les constructions de centrales au cours des années 1970.

L'« écoféminisme » de d'Eaubonne est donc dès le départ un écoféminisme d'actions directes. Mais la ferveur de la « petite mère révolutionnaire »[9] est difficilement appropriable pour la majorité des militant·es écologistes/féministes. Les quelques féministes qui prennent connaissance de ses théories approuvent peu ses choix stratégiques en faveur de la « contre-violence ». Par ailleurs, sa pensée complexe peut être difficile à appréhender, tant elle se déploie à la fois dans le domaine de la théorie politique, de la recherche historique sur les origines des oppressions, et dans des écrits science-fictionnels qui mettent au travail ses recherches dans le champ de l'imaginaire.

Xavière Gauthier, la littérature contre le nucléaire

Xavière Gauthier développe quant à elle une position plus conforme à celle du féminisme antinucléaire international. Née en 1942, écrivaine, professeure de lettres, fondatrice de la revue *Sorcières* (1976-1982), journaliste, elle s'intéresse à l'écriture des femmes et aux femmes dans la littérature[10]. Espace expérimental, la littérature est un des lieux privilégiés d'expression des féministes de la différence, qui cherchent alors à promouvoir une culture propre aux femmes. « Nous voulions découvrir et faire entendre une autre conception du féminin », dit-elle en 1982, revenant sur la revue. Si celle-ci ne se préoccupe pas d'écologie dans ses premiers numéros, on y trouve déjà de nombreux textes littéraires travaillant dans la langue les liens entre femmes et nature. La thématique écologiste se fait de plus en plus présente, jusqu'à la publication en 1981 d'un numéro intitulé « La Nature assassinée ».

[3] Voir Julie Pagis, *Les incidences biographiques du militantisme en mai 68*, thèse de doctorat en sociologie, École des hautes études en sciences sociales de Paris, 2009.

[4] Institut Mémoires de l'édition contemporaine, ABN 11.6, « Missing Link », p. 202.

[5] De agitation et propagande. Technique de diffusion des idées révolutionnaires proche de l'action directe.

[6] Puig Antich : militant antifranquiste espagnol exécuté par le régime en 1974 ; Ulrike Meinhof : militante de la Fraction Armée Rouge (RAF) emprisonnée en 1974 et retrouvée morte dans sa cellule en 1976.

[7] Luttes menées dans les années 1970 de part et d'autre de la frontière allemande, contre une centrale nucléaire à Wyhl, et l'implantation d'une usine chimique à Marckolsheim.

[8] José Antonio Garmendia Artola : militant basque d'ETA, prisonnier du régime franquiste ; Angela Luther : militante du Mouvement du 2 Juin, entrée en clandestinité, soupçonnée de l'enlèvement de Peter Lorenz, candidat à la mairie de Berlin en mars 1975.

[9] Institut Mémoires de l'édition contemporaine, ABN 11.6, « Missing Link », p. 204.

[10] Participent à la revue *Sorcières* des écrivaines (Nancy Huston, Chantal Chawaf, Leila Sebbar, Annie Leclerc, etc.), des anthropologues, des historiennes, des artistes...

Dès 1978, Xavière Gauthier publie dans la revue un extrait d'un livre en cours d'écriture, sur l'usine de retraitement de La Hague, *La Hague, ma terre violentée*. Elle a grandi dans le Cotentin, et en a observé la nucléarisation rapide à partir des années 1960. La rédaction de ce texte s'inscrit dans un contexte de mobilisation contre l'usine : contestation interne (avec la diffusion d'un film réalisé par des ouvriers du site syndiqués à la CFDT, *Condamnés à réussir*), grèves, rassemblements et organisation par le mouvement antinucléaire des premières « Assises internationales du retraitement » en octobre 1978. Au tournant des années 1980, les préoccupations de Xavière Gauthier se rapprochent ainsi de celles du mouvement écologiste et antinucléaire. Dans un entretien avec Anne-Marie Guérineau en mars 1984, elle affirme ainsi son positionnement politique : « Pour moi il est indispensable de sortir de la lutte des femmes entre femmes seulement et de rejoindre les hommes (ou qu'eux nous rejoignent) sur le terrain des luttes écologiques, antimilitaristes et pacifistes. »[11]

Cette sensibilité, à contre-courant en France, la rapproche sans aucun doute des féministes antinucléaires de par le monde. On retrouve la même approche qui oppose à la dangerosité des installations nucléaires l'intime et les émotions – à la différence près qu'elle ancre essentiellement sa critique dans une pratique de la langue plutôt que dans la réalisation d'actions concrètes, alors que s'organisent à la même époque des camps de femmes pour la paix, comme l'occupation du camp militaire de Greenham Common en Angleterre.

Antoinette Fouque : de l'ambivalence au soutien au programme nucléaire

La presse féministe, en pleine renaissance dans la deuxième partie des années 1970, se fait l'écho d'autres voix militantes s'intéressant au nucléaire. Des journalistes de la revue *Histoires d'Elles* comme Catherine Leguay écrivent des articles sur les marches antinucléaires, tel celui sur la manifestation de Creys-Malville en 1977 :

> Geneviève disait avant le départ de la marche : « Tous les moyens nécessaires doivent être pris pour interdire Super-Phénix. Je ne suis pas violente mais… j'ai toujours une barre de fer à portée de la main et si on m'y oblige, je saurai m'en servir même si ma préférence va à d'autres moyens. […] Nous ne voulons pas de cette poubelle. Princes du pouvoir qui la remplissez. »

Mais c'est surtout dans *Des femmes en mouvements*, la revue du groupe Psychanalyse et politique, que se lit un intérêt certain pour les luttes antinucléaires.

Psychanalyse et Politique (Psych et Po) est l'un des groupes les plus visibles du mouvement des femmes[12]. Construit autour de la personne d'Antoinette Fouque, psychanalyste qui vient du champ littéraire, il s'intéresse particulièrement à la psychanalyse ainsi qu'à l'élaboration d'une culture féminine. Il se dote rapidement d'une structure éditoriale, les Éditions des femmes, et d'une presse à tirage important (150 000 exemplaires par numéro). À partir de 1979, on trouve dans *Des femmes en mouvements* des rubriques consacrées au nucléaire. Le journal est en partie rédigé par les groupes de province et ce sont le plus souvent ceux-ci qui écrivent des articles et des comptes rendus sur les luttes antinucléaires. Sont ainsi mentionnées les luttes de Basse-Normandie contre l'usine de retraitement de La Hague, contre l'acheminement des trains qui contiennent les déchets radioactifs vers ce site, contre l'usine de Flamanville ou bien, en Gironde, des luttes dans la commune de Braud-et-Saint-Louis, où des femmes détruisent les dossiers de l'enquête d'utilité publique sur l'installation de centrales, ou encore dans les Ardennes, à Chooz où des dossiers du même type sont jetés dans la Meuse. On peut y lire aussi des textes sur la lutte de Plogoff où les habitant·es résistent contre l'implantation d'une centrale depuis 1974. Un des textes, « En tuant lâchement notre mère nature – vous tuez vos mères, vos sœurs et vos filles aussi », est rédigé en 1980 par des Bretonnes et signé « des femmes en mouvement dans le vent d'ouest » :

> C'est un souffle qui s'entend de Nantes à Brest en passant par Plogoff jusqu'à Saint-Brieuc, puisse-t-il se faire entendre au-delà de nos côtes meurtries en passant dans le journal. […] Nous nous sommes levées de ce lit froid, inhospitalier. Ce lit froid parce que nous ne pouvons oublier la froideur qui anime le monde, ce monde mâle, – mal qui est l'objet de nos tourments. […] Messieurs qui jouez les savants, essayez donc de faire taire les hurlements plaintifs du vent. Impuissants, vous avez préféré faire taire les hurlements des femmes. Elles vous chantent aujourd'hui que votre tentative est vaine.[13]

Alors que les groupes de province semblent engagés au tournant des années 1980 dans le mouvement antinucléaire encore virulent et très territorialisé, la position d'Antoinette Fouque se précise. À la veille des élections présidentielles, elle se préoccupe surtout des alliances électorales à forger. Les nombreux articles consacrés à l'écologie et au mouvement écologique en pleine décomposition/recomposition montrent que Psych et Po commence par réfléchir à un rapprochement avec le mouvement écologique. Mais la distance avec ce dernier se creuse et, dans un entretien entre Antoinette Fouque et Alain Touraine, sociologue qui travaille alors sur le mouvement antinucléaire, celle-ci se montre très peu critique envers le nucléaire, et notamment le nucléaire militaire : « Où s'arrête la nécessité d'une arme ou d'une technique et où commence l'abus, c'est-à-dire l'impérialisme ? Voilà la question. »[14] En distinguant le nécessaire de l'abus, elle définit comme acceptables les bombes et les techniques nucléaires pourvu que celles-ci soient produites du bon côté. Psych et Po finit par s'engager aux côtés de Mitterrand et participe activement à la campagne présidentielle. Après les élections, le journal veut se distancier du mouvement pacifiste féminin qui émerge dans d'autres pays occidentaux et des quelques collectifs féministes français qui se mobilisent contre le déploiement des missiles Pershing en Europe : le magazine s'aligne sur la politique de dissuasion nucléaire de Mitterrand et décrie les féministes pacifistes au moment même où ce mouvement se révèle – hors des frontières françaises – l'un des plus importants de la première partie des années 1980.

En distinguant le nécessaire de l'abus, Antoinette Fouque définit comme acceptables les bombes et les techniques nucléaires pourvu que celles-ci soient produites du bon côté.

Dans la première partie de la décennie, un mouvement pacifiste, féministe, voire écoféministe, s'oppose en effet avec puissance au déploiement de l'armement nucléaire, que ce soit en Angleterre à Greenham Common (que des femmes vont occuper pendant plus de vingt ans pour le libérer des missiles nucléaires), à Seneca aux États-Unis (dépôt de l'armée où se tient à l'automne 1983 un camp non-mixte pour protester contre le déploiement des missiles Cruise et Pershing II vers l'Europe) ou encore en Sicile à Comiso. Les féministes françaises restent à l'écart de ce mouvement à la fois pacifiste, technocritique et porteur d'une manière festive et subversive d'aborder l'engagement politique. Cependant, loin des lieux féministes les plus visibles, des femmes qu'on qualifie souvent d'« ordinaires » se sont engagées dans des luttes à partir de leur vie quotidienne. Pour l'une d'entre nous, il s'est agi d'aller les écouter, sur place, dans leur lieu de vie, pour comprendre les raisons qui les ont poussées à se mobiliser mais aussi pour entrer dans une dynamique de transmission. Ce sont dès lors des rencontres entre l'enquêteuse et des femmes dont les engagements discrets restent le plus souvent invisibles. Se déplacer, changer de focale, se mettre à l'écoute, privilégier le sensible.

[11] *Nuit blanche*, février-mars 1984, p. 65.

[12] Le groupe dont il n'est pas question de retracer ici l'histoire est rentré progressivement en conflit avec le reste du mouvement féministe parisien pour des raisons de pratiques politiques, de conflits personnels mais aussi de conflits théoriques.

[13] *Des femmes en mouvements Hebdo*, n° 24, 18 au 25 avril 1980.

[14] « Mouvements sociaux ou/et mouvements de libération », *Des femmes en mouvements Hebdo*, n° 17, « Écologie, quel mouvement ? », 29 février au 5 mars 1980, p. 26-32.

Cet engagement dans la lutte fut un lent processus, marqué par la division sexuelle du travail militant.

Se sentir héritière

En commençant mes recherches à partir de l'équation « luttes antinucléaires françaises et femmes », je suis immédiatement tombée sur les femmes de Plogoff. Plogoff, petit village tout à l'ouest de la Bretagne où l'État a voulu installer une centrale nucléaire à partir de 1974. La lutte a duré sept ans, elle a été triomphale (même si ce succès a eu un goût amer : si Mitterrand a annulé ce projet de centrale, il a en même temps relancé le programme nucléaire français). Elle a surtout marqué les esprits : ce sont alors des rassemblements de cent mille personnes[15], des gens du Cap Sizun, des militant·es breton·nes et d'ailleurs qui se rencontrent. C'est l'Ouest, la Bretagne qui s'oppose à l'État français nucléaire. C'est ce bout du monde (*penn ar bed* en breton, traduction Finistère) où s'est échoué l'Amoco Cadiz en 1978, provoquant une des marées noires les plus importantes de l'histoire, qui a marqué les esprits et renforcé les luttes écologistes dans la région. Ce sont ces femmes dans les rues, sur les barricades, dans le comité de défense. Après avoir lu leurs témoignages, publiés à chaud[16], j'ai voulu les rencontrer mais je me suis très vite trouvée confrontée à leur silence.

Lors de l'enquête d'utilité publique (31 janvier - 14 mars 1980), Amélie Kerloc'h, première adjointe au maire, avait décrété qu'il fallait « faire de Plogoff une île ». Les femmes de Plogoff ont pris l'élue au pied de la lettre. Elles ont barricadé leur village pour empêcher les gardes mobiles d'y installer les mairies annexes (censées accueillir l'enquête d'utilité publique pour que l'État puisse faire bonne figure). Elles ont occupé la majorité des sièges du comité de défense contre la centrale. Ces femmes de marins ont plu aux médias parisiens et nationaux. Certains journalistes ont vu en elles une sorte d'exotisme de proximité : le fameux « matriarcat breton ». Elles ne possédaient pas les principaux attributs des femmes en lutte à l'époque : la plupart étaient nées dans l'entre-deux-guerres, femmes au foyer, mères et loin de se dire féministes. Presque tous les récits sur la lutte de Plogoff évoquent la gouaille de ces femmes, comme l'aspect « authentique » de la lutte. Mais l'histoire s'arrête là : on ne sait pas qui elles sont et ce qu'elles sont devenues ensuite. Aujourd'hui elles sont mortes, très vieilles ou ne veulent plus revenir sur cette période de leur vie. J'ai découvert le Cap Sizun dans ce silence, bercée par la houle et la magie des landes nues se jetant dans la mer. Accroupie à flanc de falaise, j'observais le ressac : que se passe-t-il après une lutte de territoire ? Qu'est-ce qu'une lutte peut (ou pas) transformer dans la vie d'une femme, d'une femme du Cap ? Comment ont-elles continué à vivre, à se vivre dans le pays de l'atome, au cours des années 1980, annonçant des mondes en ruines – des catastrophes nucléaires à venir et des « incidents techniques » réguliers ?

Amélie Kerloc'h, première adjointe au maire, avait décrété qu'il fallait « faire de Plogoff une île ». Les femmes de Plogoff ont pris l'élue au pied de la lettre.

« Des bonnes femmes hystériques »[17] ?

Ces questions, j'ai pu les poser à d'autres femmes, qui ont accepté de me parler, dans des villes et des villages aux alentours de Plogoff. Nées entre les années 1930 et 1950, elles étaient institutrices, professeures, assistantes sociales, éducatrices spécialisées mais aussi vétérinaires, peintres et chanteuses. Elles n'étaient pas toutes politisées avant la lutte. Certaines étaient sensibles aux questions écologiques et féministes. Elles ont le profil de ce que la sociologie nomme des femmes « ordinaires ».

Elles se sont mobilisées contre le projet de centrale à partir des relations avec leurs proches (famille, ami·es), de leurs études ou leur travail, dans la continuité de leurs engagements antérieurs, ou tout simplement parce qu'elles habitaient la région. Cet engagement dans la lutte fut un lent processus, marqué par la division sexuelle du travail militant. Elles ont assumé diverses tâches, des plus visibles aux plus discrètes : monter des comités de soutien, informer la population sur le nucléaire, organiser des conférences, réaliser un film, une affiche, préparer des sandwichs pour une fête, écrire des comptes rendus de réunions, des brochures, chanter dans des concerts lors de mobilisations, accompagner les femmes de Plogoff sur les barricades, surveiller l'avancée des gardes mobiles, créer des liens entre habitant·es et militant·es écologistes, garder les enfants, prendre soin des « héros » de la lutte, de leurs hommes.

Ces femmes se situent dans un vide historiographique. Adultes dans les années 1968, influencées par les féministes de l'époque, s'intéressant à l'écologie du quotidien (se nourrir sainement, faire son jardin, se soigner naturellement, être ouvertes aux pédagogies alternatives, pratiquer le yoga, construire sa maison, etc.), elles ne se sont pour autant pas engagées dans un parti, une organisation, un collectif de femmes ou féministe, elles n'ont pas été médiatisées. Elles sont restées anonymes et quasiment absentes des récits militants et académiques. Elles m'ont souvent demandé pourquoi je m'intéressais à elles et ont préféré me renvoyer vers « un tel qui connaît mieux la lutte », vers « une telle engagée dans telle association féministe ou écologiste ».

Pourtant, elles avaient à dire. Nos entretiens ont fait resurgir leurs souvenirs d'enfance, de jeunes femmes, de mères et de grand-mères, de femmes célibataires, de femmes révoltées. Les années de lutte ne laissent pas indemnes et nos échanges ont été ponctués de pleurs et de rires, des échos entre nos expériences respectives (entre vie intime et luttes de territoires). Broder ces morceaux de vies dans un canevas vivant n'a pas été une mince affaire. Voyageant vers ces femmes, suspendue, en lutte quelque part pour trouver les mots, je navigue à vue.

Impulsions et convictions de mères

Comme beaucoup de femmes de cette génération ayant lutté contre le nucléaire et en faveur de l'écologie, les femmes du Cap se sont présentées, lors de nos entretiens, comme mères – actuelles ou potentielles – s'inscrivant ainsi dans une tradition ancienne du mouvement pacifiste international.

Au début des années 1970, de l'autre côté de la France, trois femmes se sont mobilisées contre la construction d'une centrale à Fessenheim en Alsace. Inspirées par des femmes en lutte contre le nucléaire aux États-Unis, les « guêpes de Fessenheim », comme on les appelait, publient une brochure (« Fessenheim, vie ou mort de l'Alsace ? », 1971) et effectuent un travail d'information auprès de la population, des représentant·es politiques et des médias. Bien qu'ayant toutes fait des études (Esther Peter-Davis est traductrice et militante antinucléaire depuis les années 1960, Françoise Bucher a été institutrice et Annique Albrecht puéricultrice), elles se présentent comme mères et « femmes au foyer ». C'est à partir de cette position de « femmes, mères et contre-expertes » qu'elles constituent leur groupe en parallèle des autres opposant·es, prônant l'« appel à la vie » face à l'industrie du nucléaire. Dans un reportage télévisé datant de 1970, l'une d'entre elles déclarait : « C'est presque un appel à la révolte, à la révolte justifiée des femmes, des mères de famille qui veulent que leurs enfants et leurs petits-enfants puissent vivre. Il s'agit de ça. En fait, il s'agit de la vie. »

Je trouve de la puissance et de la joie quand je pense à ces femmes « ordinaires », à celles de Fessenheim, de Plogoff mais aussi de Toulouse ou de Chooz, à leurs actions qui restent largement à explorer et à la façon dont elles ont politisé leur position de mère.

Lors de mes échanges avec les femmes qui ont lutté à Plogoff, j'ai pu entrevoir les ressorts intimes de leur engagement. Chacune à leur manière, elles ont partagé avec moi les souvenirs de peur, de vulnérabilité, leurs réflexions sur la vie, la mort et la transmission. Ces

[15] Le Woodstock Breton (dixit Gilles Simon) : 24 et 25 mai 1980, 2 jours de fête à la baie des Trépassés contre le projet d'installation de centrale nucléaire à Plogoff.

[16] Renée Conan, Annie Laurent, *Femmes de Plogoff*, La Digitale, 1981.

[17] J'emprunte cette expression au titre de l'article de Celene Krauss : « Des bonnes femmes hystériques : mobilisations environnementales populaires féministes », in Émilie Hache, *Reclaim. Recueil de textes écoféministes*, Cambourakis, 2016, p. 211-237.

femmes n'étaient pas essentialistes. Il ne s'agissait pas pour elles, en convoquant « la vie » et la « maternité » pour expliquer leurs actions, de se situer dans un « courant » féministe ou de s'inscrire dans une philosophie quelconque. Elles cherchaient plutôt à mettre des mots sur « l'impulsion » qui a, au gré de leurs expériences de vie, façonné leur engagement et leur émancipation.

C'est Catherine qui me dit : « Disons que quand on fait des enfants c'est pour transmettre, ça sert à rien si la terre ne tourne plus, si tout est pollué. Transmettre une terre pourrie à nos enfants, c'est pas la peine de les faire. C'est sûr que c'est pas normal de leur laisser tout ça... » Ou bien Maria qui a eu son premier enfant au début de la lutte et qui me parle d'« impulsion de vie ». Pour elle, la mémoire du ventre des femmes est une courroie de transmission entre elle et son enfant qui, avant même de naître, est partie prenante du combat politique qu'elle est en train de mener. Pour autant, la maternité n'est ni une destinée ni une évidence. Catherine fait partie de cette première génération de femmes à avoir pris la pilule très jeune et à avoir pu faire le choix d'avoir un enfant :

> « À notre époque, on se posait la question de savoir si on allait en faire ou pas. Parce que moi, les enfants que j'ai eus, je les ai choisis, c'est pas parce que je les ai eus à 20 ans que c'était un accident. Ma problématique à l'époque, j'en parlais avec les copines, c'était de savoir pourquoi. Est-ce que j'allais pas faire l'erreur de mettre un enfant au monde ? Déjà on se posait la question : quel avenir on va proposer à nos enfants ? Déjà on voyait beaucoup de choses en noir... la folie que j'avais faite d'avoir un enfant ! *(rires)* Et j'en ai fait un deuxième quand même ! »

La lutte à Plogoff, et plus largement les années 1968, a été un terreau fertile pour les réflexions autour de la sexualité, de la grossesse et de l'éducation des enfants. Alors qu'à la même époque, nombreuses étaient celles qui dénonçaient l'assignation des femmes à la maternité, faire des enfants était perçu par certaines des femmes avec lesquelles je me suis entretenue comme un geste politique, contre la peur et la mort nucléaire. Le discours de ces femmes résonne avec les discours écoféministes portés à la même époque par des femmes en lutte en Angleterre, en Allemagne et ailleurs. Pour autant le terme, comme les mobilisations écoféministes, leur était inconnu. Alors, comment qualifier ce positionnement qui ne se dit pas mais se vit ? Est-il même nécessaire de chercher à créer une nouvelle « catégorie » ?

Une mémoire écoféministe « vernaculaire » ?

À la différence des femmes du village même de Plogoff qui, pour la plupart, sont rentrées chez elles après la lutte et dont le silence reste à décrypter, les femmes que j'ai rencontrées ont continué à lutter au quotidien et à nourrir leurs impulsions et convictions écologiques. Pour elles, la lutte contre la centrale a été un accélérateur de l'engagement. Certaines ont ensuite participé à la création des premiers groupements d'achat de produits biologiques et des ancêtres des magasins biologiques (notamment le réseau Biocoop[18]), se sont battues pour des politiques plus écologistes dans les municipalités, etc. Elles ont construit un « écoféminisme vernaculaire », terme proposé par la sociologue Geneviève Pruvost, c'est-à-dire un écoféminisme du faire, des gestes du quotidien. Par leurs pratiques et réflexions politiques, elles ont voulu offrir de nouveaux rapports au monde à leurs enfants qui sont devenu·es « les héritier·es du quotidien »[19].

Chercher du côté de ces mémoires, c'est bien sûr s'interroger sur la diffusion des idées et pratiques féministes dans le monde rural durant les années 1970 et 1980 mais c'est aussi s'intéresser aux relations que certaines femmes entretenaient avec la nature, le politique, comment elles travaillaient leurs identités de femmes, leurs attachements, etc.

Retrouver la piste des mémoires « écoféministes vernaculaires », c'est aussi questionner et déplacer nos positionnements féministes. Si j'ai choisi de me concentrer sur la lutte de ces femmes en tant que mères – ou adoptant ce discours sans forcément l'être, mais en défendant l'importance de la maternité –, c'est parce qu'une partie des féministes a rejeté ce discours et tendu à invisibiliser ces histoires (c'est sans doute ce qui m'a touché dans les rencontres avec les femmes de Plogoff). Bien sûr, ce rejet s'explique par le refus de l'assignation des femmes à la maternité et la tradition anti-essentialiste des féministes matérialistes, dominante dans les milieux universitaires et militants français. Mais, comme l'écrit Mari Matsumoto au sujet du Japon dans *Fukushima & ses invisibles*[20], « il est grand temps, pour nous féministes, de faire évoluer nos positions en prenant en compte les nombreuses femmes qui ici et ailleurs s'engagent et tiennent un discours écologiste/antinucléaire en tant que mères ou femmes enceintes ». Pour Matsumoto, ces mères en lutte, par leurs actions et leur positionnement, permettent le dépassement du registre émotionnel qu'on accole généralement à ce statut.

Pourquoi revenir aujourd'hui sur ces luttes d'hier alors même qu'elles ont été savamment enfouies, faute de passeuses et des « structures dormantes »[21] qui permettent aux mouvements, aux idées, aux pratiques de resurgir quand le temps est plus clément ? Il ne s'agit pas simplement de succomber aux plaisirs de l'archive et de l'histoire du point de vue des femmes – la *herstory* des féministes –, ou bien d'un geste archéologique, le déblayage patient des traces d'un passé méconnu pris dans des couches sédimentaires. Plus sûrement, nous voulons faire re-circuler des manières de faire, d'articuler les luttes – féministes, écologistes, antinucléaires –, des choix minoritaires et radicaux, des histoires d'attachement à des lieux, des paroles qui mêlent intime et engagements. Mais ces histoires ne sont qu'un fragment des luttes de femmes contre le nucléaire de par le monde. Partout et à chaque endroit, des femmes se sont levées – des hommes aussi – contre l'installation d'une centrale, les accidents nucléaires, la prolifération de l'armement, les dégâts sanitaires, les risques sur la santé, l'enfouissement des déchets, la pollution des sols, comme à Greenham Common en Angleterre, aux îles Marshall dans le Pacifique, à Love Canal aux États-Unis ou à Fukushima au Japon. Elles se sont mobilisées parce qu'elles étaient en première ligne dans la gestion de la vie – des enfants, de l'alimentation, du soin, du quotidien.

À partir de leurs assignations – femmes, mères, s'occupant du domestique et du *care* – et de leur place dans l'économie reproductive, nombre d'entre elles ont voulu faire sécession avec un monde nucléarisé dont elles ont vu les ravages derrière les promesses. L'histoire environnementale et les militant·es écologistes ont tendance à minimiser et à ne pas prendre au sérieux des luttes territorialisées, hâtivement réduites à des mouvements NIMBY, « not in my backyard »[22]. De même les féministes ne s'identifient pas forcément à ces luttes où les femmes s'engagent en partie à partir d'une identité de mère.

Aujourd'hui, la guerre froide, la course aux armements et le choix du « tout nucléaire » semblent loin. Pourtant les peurs des militant·es sont terriblement actuelles. S'alignant sur les nouvelles politiques internationales des ressources humaines de l'industrie du nucléaire, EDF et Orano (anciennement Areva) mettent aujourd'hui en place une politique de féminisation de leur personnel. Au même moment, le gouvernement français s'engage dans une répression contre les personnes qui s'opposent au projet Cigéo à Bure. Main dans la main, l'industrie nucléaire et l'État veulent rendre leurs monstres plus verts et instrumentalisent les femmes au nom du progrès et de l'émancipation.

En ces temps d'ambiguïtés terribles, nous ressentons le « besoin aujourd'hui de nous constituer un "roman familial", nous donnant pour mères des "guérillères" (Monique Wittig) qui confortent nos nouvelles identités. »[23] Aller chercher du côté des héritages de femmes ordinaires et extraordinaires en lutte contre le nucléaire, c'est peut-être décupler nos capacités de résistance. Bousculées par des mouvements tels que celui des gilets jaunes et la répression violente sans précédent du gouvernement, nous sommes peut-être en train d'étendre les espaces depuis lesquels les récits de luttes se vivent, se pensent, s'écrivent et se transmettent. Adopter une dynamique de transmission, c'est peut-être vouloir s'allier à cette immense « masse de muettes ». Et dans le même geste, donner de la voix, au présent, à toutes celles et ceux qui résistent et se battent au nom de ce à quoi elles et ils tiennent – les corps, les émotions, la terre, les liens, le vivant, la foi et l'émancipation.

■ *Isabelle Cambourakis et Coline Guérin*

Elles se sont mobilisées parce qu'elles étaient en première ligne dans la gestion de la vie — des enfants, de l'alimentation, du soin, du quotidien.

[18] Au début des années 1970, inspirés par l'Allemagne, les groupements d'achats de produits biologiques se multipliaient dans certaines régions françaises. Progressivement, ces groupements devinrent des épiceries associatives. Puis quelques chaînes telles que La Vie Claire et Biocoop ouvrirent des magasins et la plupart des petites épiceries fermèrent ou continuèrent avec le nom de ces chaînes. À ce sujet, voir l'article de Benoit Leroux : « L'émergence de l'agriculture biologique en France : 1950-1990 », *POUR*, n° 227.

[19] Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Presses de Sciences Po, 2014.

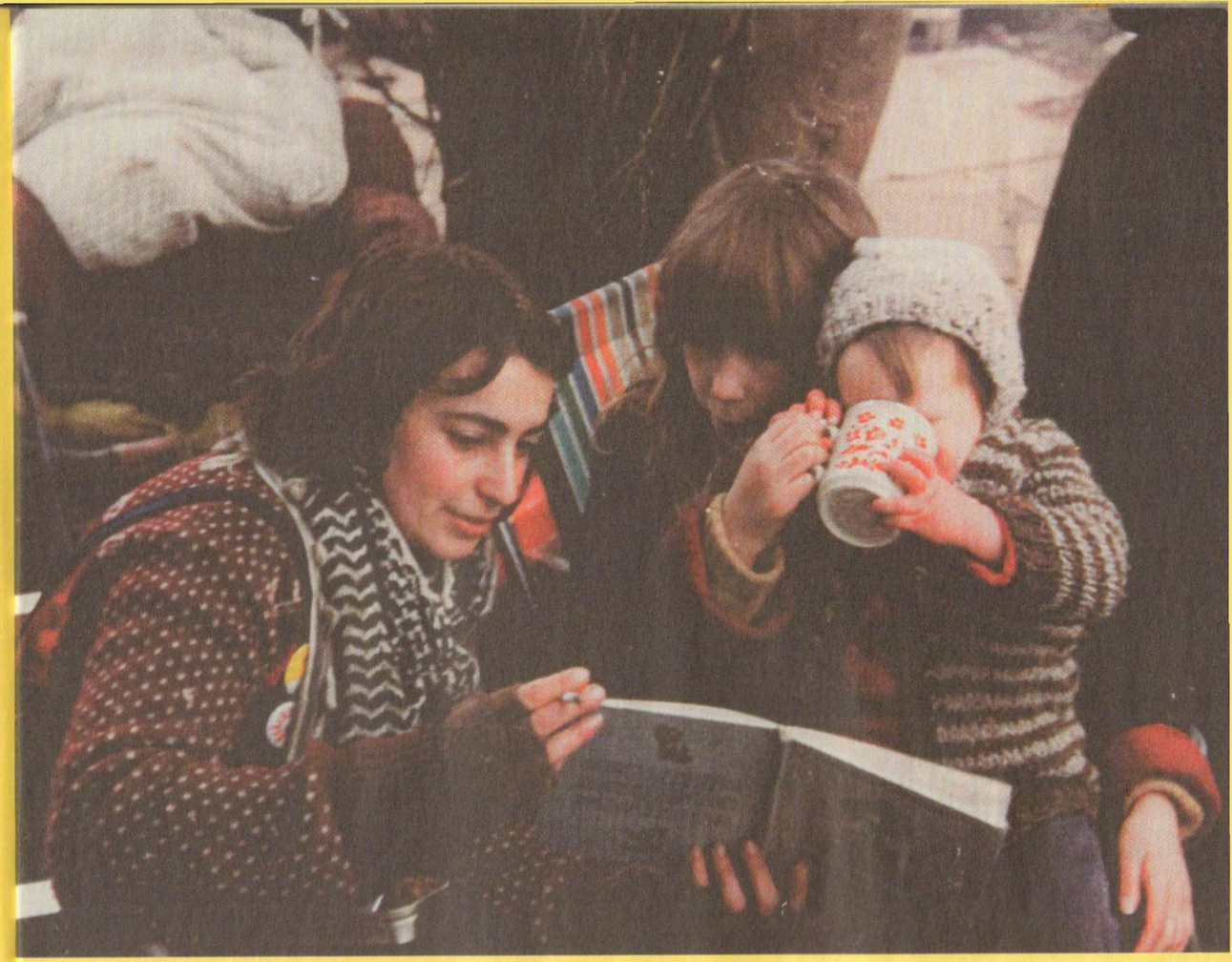
[20] *Fukushima & ses invisibles*, Les Éditions des mondes à faire, 2018, p. 133.

[21] Verta Taylor, « Social Movement Continuity : The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, vol. 54, n° 5, 1989, p. 761-775.

[22] « Pas dans mon arrière-cour. »

[23] Françoise Collin, « Histoire et mémoire ou la marque et la trace », *Recherches féministes*, vol. 6, n° 1, 1993, p. 20.

«Greenham partout!»



En 1981, en Angleterre, quelques femmes s'installent à proximité de la base militaire de Greenham Common pour protester contre le stockage de missiles nucléaires. Quelques mois plus tard, elles sont plus de 30 000 à encercler la base en se tenant par la main. Le campement non-mixte qu'elles mettent en place restera actif pendant près de vingt ans. Retour en images d'archives.

Au début des années 1980, les nuits de milliers de personnes se trouvent hantées par les catastrophes nucléaires. Il y a le souvenir d'Hiroshima et de Nagasaki ; il y a la guerre froide et sa prolifération de missiles à tête nucléaire sur l'ensemble de la surface terrestre ; et l'accident de la centrale de Three Mile Island qui vient d'avoir lieu. Certain·es sentent et rêvent le danger, sans relâche[1].

En août 1981, au Pays de Galles, trente-six personnes, toutes des femmes[2], décident de transformer cette peur en action : notamment inspirées par les luttes antimilitaristes de la décennie précédente, dont la récente action «Women against Pentagon» (1980), elles quittent Cardiff et prennent, à pied, la direction de la base militaire de Greenham, dans le sud de l'Angleterre, où les premiers missiles à tête nucléaire étatsuniens doivent être stockés sur le sol européen sur décision de l'OTAN. En dix jours, elles parcourent plus de deux cents kilomètres. À leur arrivée, le 5 septembre, certaines d'entre elles s'enchaînent aux grilles de la base. Leur revendication : être entendues, dès que possible, par le ministère de la Défense. Face au mépris des autorités militaires et au silence de la presse, elles décident de s'installer. Leur camp de fortune, situé devant la base, restera en place plus de vingt ans.

Quelques mois plus tard, en février 1982, les femmes de Greenham Common décident que cette occupation se fera en non-mixité, sans hommes. Il leur faut un espace pour exprimer librement leur colère et leur joie et laisser les liens se tisser tranquillement entre elles. Les hommes pourront les aider à réaliser certaines actions, notamment en prenant en charge des rôles traditionnellement dévolus aux femmes, tels que la garde des enfants ou la préparation des repas. Ces femmes, majoritairement blanches et de la classe moyenne, ont bien l'intention de montrer que le nucléaire et les questions militaires sont aussi des affaires «de bonnes femmes».

Tantôt dépeintes par les médias comme des mères altruistes, tantôt comme des lesbiennes agressives, elles gagnent néanmoins la sympathie de l'opinion publique en raison des violences, expulsions, mesures d'éloignement, procès et emprisonnements qu'elles subissent au fil de leurs actions. Elles embarrassent le gouvernement et créent des émules. Ici et là, des comités de soutien voient le jour et elles multiplient les échanges avec des mouvements de femmes antimilitaristes et antinucléaires ailleurs dans le monde, en Italie, en Allemagne, au Pays-Bas, jusqu'en Australie, aux États-Unis, au Japon et dans les îles du Pacifique. La lutte se répand et la toile se déploie, au point qu'un spécialiste des relations internationales écrit en 1983 : «De tous les événements – et ils ont été nombreux – qui ont profondément transformé le système stratégique international au cours de ces dernières années, l'émergence d'un puissant courant de contestation pacifiste et antinucléaire dans les opinions publiques occidentales est celui qui potentiellement aura l'impact historique le plus important sur l'avenir de la sécurité en Europe.»[3] En 1991, les missiles nucléaires quittent le sol britannique suite à la signature par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. Les militantes décident de rester et le camp, bien que moins important, reste actif jusqu'en 2000 à titre de mémorial et de lieu de protestation contre le programme militaire britannique.

(Re)découvrir ce qui s'est passé à Greenham Common nous situe différemment dans le présent. Si cette histoire commence à être mieux connue dans les pays francophones aujourd'hui, notamment grâce au travail éditorial de la collection «Sorcières» des Éditions Cambourakis, nous voulions, dans ce dossier, transmettre par l'image la puissance, l'inspiration et l'obstination joyeuse de cette lutte, dans le contexte actuel de répression très forte des mouvements antinucléaires. Nous avons sélectionné des images d'archives datant principalement du début des années 1980, qui illustrent l'inventivité et la diversité des pratiques de lutte des campeuses de Greenham, à commencer par le choix de s'installer durablement et de vivre sur le lieu même de la mobilisation. «Greenham partout!» ⚠

■ *Laurence Marty*
Remerciements à Isabelle Cambourakis et Benedikte Zitouni

[1] D'après l'ouvrage d'Alice Cook et Gwyn Kirk (qui ont participé au mouvement) : *Greenham Women Everywhere: Dreams, Ideas, and Actions from the Women's Peace Movement*, 1983 – traduit en français et publié sous le titre *Des femmes contre des missiles. Rêves, idées et actions à Greenham Common*, Éditions Cambourakis, coll. «Sorcières», 2016.

[2] Nous utilisons le mot «femme» sans toutefois savoir si toutes les personnes présentes à ces rassemblements se définissaient et se vivaient comme femmes cisgenre. Cet aspect n'est pas spécifié dans les textes que nous avons lus sur cette lutte.

[3] Pierre Lellouch, «La contestation pacifiste et l'avenir de la sécurité de l'Europe», in Pierre Lellouch (dir.), *Pacifisme et dissuasion*, Institut français des relations internationales, Paris, 1983, p. 15.

POLICE
POLIC

Étreindre la base

Greenham Common est composé de plusieurs camps situés à différentes entrées de la base. Il y a le «yellow gate» (le premier camp à s'installer et celui qui sera aussi le dernier à partir), le «violet gate», le «blue gate»... Chacune de ces portes abrite des campeuses qui s'organisent autour de règles et d'affinités qui leur sont propres : tel camp sera plus spirituel, tel autre plutôt punk, tel autre s'occupera de l'accueil et des relations avec la presse. Une lettre d'information du camp circule entre les tentes et les caravanes multicolores.

Les campeuses de Greenham Common chantent, s'infiltrent dans la base, dansent, se déguisent, tissent, écrivent, vivent et respirent, s'aiment, bloquent des convois, et se jouent des clichés sexistes censés contraindre leurs mouvements et actions – ce qui ne manque pas de désorienter leurs adversaires. Le 12 décembre 1982, elles sont plus de 30 000 à encercler les 24 kilomètres du camp militaire en se tenant par la main – elles «étreignent la base», comme elles le disent[1]. Quelques semaines plus tard, la nuit du Nouvel An 1982, quarante-quatre d'entre elles escaladent les clôtures et dansent en ronde pendant des heures, autour et au-dessus des silos contenant les missiles nucléaires (voir page précédente). Le 1er avril 1983, quelque 200 militantes organisent un pique-nique sur la base, où elles se déguisent en nounours, tandis que des mouvements pacifistes forment une chaîne humaine sur plus de 20 kilomètres entre Greenham et l'usine d'armement nucléaire d'Aldermaston. À Greenham Common, les actes de protestation organisés depuis le camp sont, tout au long des années 1980, réguliers.

Habiter Greenham, c'est vivre entre une base militaire et une forêt, entre les forces de sécurité et l'afflux constant de nouvelles campeuses, entre les missiles nucléaires et les feux de camp sous les étoiles. Le rythme du mouvement, l'espace-temps dans lequel il se déploie, sont particuliers. La base façonne. Il y a ces grilles qu'on décore de laines de couleurs vives et de milliers de mots, qu'on découpe pour pénétrer sur le site ou se fabriquer des plaques de cuisson. Il y a les soldats à l'intérieur, et la police locale qui intervient et confisque le matériel, expulse, embarque. Il y a celles qui camperont inlassablement saison après saison, et se fabriqueront des meubles mobiles sur roues de caddies, et celles qui y passent une journée, le temps de tenir 29 999 autres mains dans les leurs[2].

[1] En référence au nom de l'action : «Embrace the base».

[2] Anna Feigenbaum, «Le camp pour la paix exclusivement féminin de Greenham Common», *Féminismes ! — maillons forts du changement social*, *Passerelle*, n° 17, Ritimo/Coredem, juin 2017.

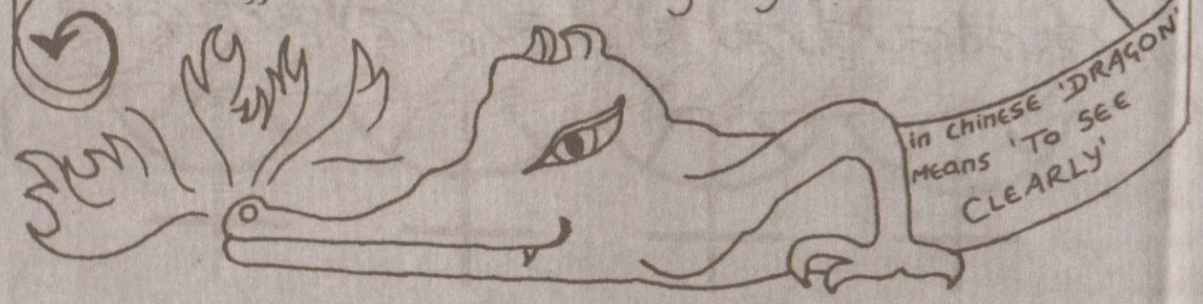
THE RAINBOW DRAGON FEAST

Once there was the beautiful Earth Dragon. Since time began she roamed the land, protecting it. But mankind started to destroy the earth. Slowly the Earth Dragon became invisible to the human eye; she is now visible only in our imaginations.

From early on Saturday, June 25th at Greenham Common you are invited to put the Dragon back together again at the 'Rainbow Dragon Feast' near mid summer and on the full moon. The Dragon will gradually embrace the base as we put her together out of painted, appliquéd, batiked and all sorts of banners.... From there, the Dragon will be free to take her message of peace all over the world.

If you are interested in helping the Dragon to be born, you should make any length of banner with a height of 3' to take with you to Greenham on June 25th. If you cannot come on that day, but wish to contribute a segment, please bring your piece along to Cardiff by the St. Johns Church railings in the Hayes, where women will be sewing and painting their banners on Sat. 18th June from 11am onwards. From there the Cardiff coach will take your banner to Greenham on June 25th.

For more details contact:
Cardiff 614127 or Senghenydd 830029



GREENHAM COMMON
EACE CAMP
WOMEN
PART IN
ONAL ACTION
MISSILES ANYWHERE IN EUROPE

Tisser la toile

Les campeuses de Greenham tissent leur toile avec quantité de gestes et de choses, dont des centaines de lettres qui remplissent différentes fonctions. Celles-ci servent d'abord à interpeller les autorités politiques et militaires, que ce soit *via* des lettres de dénonciation publique s'appuyant sur des arguments «raisonnables» ou à travers des lettres se moquant des conventions classiques, dans lesquelles les militantes expriment leur colère et leurs émotions. Les lettres permettent aussi de communiquer avec toutes celles et ceux qui peuplent les luttes antinucléaires, antimilitaristes et féministes de par le monde. On renforce et on étend la toile. On s'adresse aux habitant·es du coin. Et on invite ses mères, sœurs, amies ou amantes à rejoindre le mouvement. Une lettre convie comme aucun tract ne le fera jamais: dedans, on y met ses tripes et ses espoirs, on s'adresse à un être, on lui dit que sa présence particulière sera une force et une joie irremplaçables. La toile se construit à partir des fils que tisse chacune d'entre elles. En témoignent ces magnifiques chaînes de lettres, la destinataire devant recopier ou photocopier la lettre reçue et la renvoyer à dix personnes de son choix: «This is a chain letter with a difference. We'll meet as a living chain. See you at the chain-link fence!»[1] Dix fois, ving fois, cent fois photocopiées, ces lettres tissent, tissent, tissent.

Si les lettres partent du camp, elles y entrent également: on envoie son soutien et son amour, on se rend présente à sa façon quand le corps ne peut pas parcourir la distance ; on répond à une invitation, on viendra depuis la région d'à côté ou de l'autre bout du monde[2].

[1] « Cette chaîne de lettres est un peu différente de d'habitude: nous allons former une chaîne vivante. On se voit pour encercler la base!»

[2] Margaretta Jolly, «We Are the Web: Letter-Writing and the 1980's Women's Peace Movement», *Prose Studies*, 26, vol. 1-2, 2003, p. 196-218 ; Margaretta Jolly, «Writing the Web: Letters from the Women's Peace Movement», in *In Love and Struggle. Letters in Contemporary Feminism*, Columbia University Press, 2008.

SHOP

Un procès pour se rendre visibles et obtenir réparations

Pour faire reconnaître leur statut de victime de l'accident nucléaire, des auto-évacué·es ont déposé une vingtaine de plaintes contre l'État et Tepco. Ils et elles revendiquent le versement de compensations, non seulement dans la zone d'exclusion, mais aussi dans les « zones grises » considérées comme vivables depuis l'« ajustement » à la hausse des normes sanitaires internationales pour le public suite à l'accident. En mars 2018, le tribunal de Tokyo a condamné le gouvernement et l'exploitant de la centrale à verser une compensation d'un montant de trois millions de yens (24 770 euros) maximum par personne à dix-sept familles auto-évacuées.

Nous avons pu échanger avec un père, partie civile au procès, qui témoigne de son importance pour la visibilité des évacué·es : « Il est inacceptable que le gouvernement et Tepco négligent les dégâts que j'ai subis. L'accident a bouleversé ma vie. Afin de ne pas agir comme si rien ne s'était passé, j'ai décidé de prendre part au procès. On a gagné en justice, et c'est normal. Mais je ne suis pas satisfait. Le montant du dédommagement n'est pas suffisant. Néanmoins, ce procès était nécessaire car si on ne parle plus de nos expériences en raison de la résignation ou de la pression sociale, les évacués seront de plus en plus invisibles dans la société. »

À mon avis, tout le monde partage la même inquiétude, mais depuis l'accident, la position socio-économique joue un rôle important dans les craintes qu'il est possible d'exprimer. Nous avons tous des êtres chers, et nous craignons pour eux le risque qu'ils soient contaminés par la radioactivité ou qu'ils subissent la discrimination sociale. Moi, je m'inquiète pour mes filles : je me sens vraiment navrée de les avoir fait naître dans une époque comme celle-ci. À présent, tout ce que je peux faire c'est de faire durer autant que possible notre évacuation pour ne pas les exposer à la contamination radioactive, et aussi de leur faire voir leurs grands-parents de temps en temps. Les enfants encourent le plus grand danger, et je n'ai aucune idée de notre avenir d'ici cinq ou dix ans. Être évacuée fait que je n'oublie jamais l'accident, c'est vraiment dur, nous ne sommes pas libres. Depuis la catastrophe, le chant a pour moi complètement changé de signification. Je chante pour exprimer une expérience pénible, mais c'est important d'exprimer cette douleur. C'est pour ça que les chansons touchent les gens. Ce que je veux dire maintenant… c'est que je continue à chanter. ●

■ ***Propos recueillis par Rina Kojima et Masatoshi Inoue, traduits par Masatoshi Inoue, Sara Aguiton et Rina Kojima. Cartes reproduites par Marie-Noëlle Battaglia.***

Ressources :

Chiharu Chujo, *Formes et enjeux politiques de la musique populaire dans le Japon des années 1970 jusqu'à aujourd'hui : arrangements stratégiques des artistes femmes engagées*, thèse de doctorat en études de l'Asie et ses diasporas, université Lyon 3, 2018.

Sabu Kohso, Hapax, Yoko Hayasuke, Shirô Yabu, Mari Matsumoto, Motonao Gensai Mori, *Fukushima & ses invisibles. Cahiers d'enquêtes politiques*, Les Éditions des Mondes à faire, 2018.

Rina Kojima, « Geo-social Movements by the Inhabitants of Fukushima : "Solidarity in Fear" Vis-a-vis the Risk after the Nuclear Accident », *Sociotechnical Environments, Proceedings of the 6th STS Italia Conference*, 2016, p. 19-35.

David H. Slater, Rika Morioka et Haruka Danzuka, « Micro-politics of radiation », *Critical Asian Studies*, vol. 46, n° 3, 2014, p. 485-508.

Marcher contre labominable

Retours sur un week-end antinucléaire et féministe à Bure

Les 21 et 22 septembre 2019, à Montiers-sur-Saulx, près de Bure, s'est tenu un rassemblement antinucléaire et féministe, une première dans le coin ! *Panthère Première* y était avec une bande de copines. L'une d'elles avait donné rendez-vous à sa mère, Nadine, en lutte contre l'enfouissement des déchets nucléaires à cet endroit depuis près de vingt-cinq ans. On lui a parlé féminisme, elle a répliqué territoire.

Un samedi de septembre, plus de 450 personnes se lancent dans un convoi automobile sur les départementales de Meuse et de Haute-Marne. Pare-chocs contre pare-chocs, elles rejoignent le départ de la « Marche bruyante contre labominable » – contre le labo de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) et son monde – avant de poursuivre ce week-end sans hommes cis-genre[1] avec des ateliers et une superbe fête[2].

En chemin, on cause avec Nadine, l'une des principales animatrices du collectif antinucléaire de Bar-le-Duc, à 50 kilomètres de là, entre 1995 et 2013. On creuse la question de la place des femmes dans l'histoire de la lutte à Bure : « Non, ça ne se posait pas du tout, franchement. » Qu'à cela ne tienne, sa longue expérience du combat nous a mises en appétit, on lui tend le micro.

Automne 1993. Les conseils généraux de la Haute-Marne puis de la Meuse choisissent de répondre à l'appel à candidature de l'Andra pour l'implantation d'un « laboratoire de recherche géologique ». Les élu·es insistent : l'engagement en faveur de l'accueil du laboratoire ne vaut pas pour l'enfouissement de déchets. Pourtant, c'est bien un projet de stockage souterrain de déchets radioactifs à vie longue qui se met en branle. « Pour encourager les départements à présenter leur candidature, le député Christian Bataille, qui avait écrit la loi, était venu vendre la soupe aux élu·es. Ce projet était évidemment présenté comme quelque chose de beau, qui allait stimuler l'économie dans les départements, y créer des emplois. » En 1998, l'Andra sélectionne le site de Bure, à cheval sur ces deux départements parmi les plus pauvres et les moins peuplés du pays.

Un développement d'enfer est promis aux communes concernées par le projet baptisé Cigéo[3]. L'Andra s'implante peu à peu dans les environs, achète les terres et en offre de meilleures, plus loin : « Il y avait un agriculteur de Bure qui nous donnait des coups de main. Son fils a repris l'affaire, lui avait un appart à Bar-le-Duc et venait bosser à Bure. Il en a rien à foutre de son pays, pour lui c'est juste une histoire de production. Ils lui ont racheté des terres, il a eu une belle ferme près de Bar-le-Duc, qu'il a rasée d'ailleurs. Au départ les mecs gardaient le droit de culture sur les terres rachetées, jusqu'à ce que l'Andra les récupère. Gagnants sur les deux plans. »

Mais la résistance s'organise. Une constellation de collectifs antinucléaires est déterminée à faire échouer cette entreprise pharaonique et hasardeuse[4], de réunions en recours en justice, de manifestations en festivals, de marches en blocages, malgré la faible mobilisation locale. « On a fait des présences longues devant le laboratoire, mais pas des temps infinis, quasiment tous les gens qui étaient là repartaient. C'est vite compliqué quand t'es à 50 kilomètres, pour assurer la continuité. Les occupations, c'est comme dans les usines, les grèves ou les blocages, elles sont faites par des gens qui habitent là. La difficulté, c'est que l'opposition ancrée localement, à Bure ça n'existe pas. C'est toujours des gens meusiens ou de plus loin qui viennent pour un temps donné. C'est pas les résistants sur le plateau du Vercors. On n'est pas sur un maillage comme ça, avec des gens qui font des trucs en douce la nuit, qui connaissent mieux le terrain que l'Andra. »

Nadine raconte, et petit à petit, nos discussions révèlent une multitude de territoires derrière ce paysage menacé d'un bouleversement qui dépasse l'entendement : la terre rentable des « agrimanagers » locaux, le pays chimérique de l'Andra où les risques disparaissent comme par enchantement, mais aussi le lieu d'une intense lutte collective. Aperçu cartographique.

[1] En accord avec le genre qui leur a été assigné à la naissance. Pour en savoir plus sur le rassemblement : <bombesatomiques.noblogs.org>.

[2] Vous trouverez un beau double témoignage sur ce week-end ici : <manif-est.info/Temoignage-du-week-end-feministe-et-antinucleaire-a-Montiers-sur-Saulx-1153.html>, ainsi que d'enthousiasmants récits là : <dijoncter.info> et là : <reporterre.net>.

[3] Centre industriel de stockage géologique.

[4] Il suffit pour s'en convaincre de consulter l'expertise rendue par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) sur le projet, en juin 2017 (avis n°2017-00190).

«C'est un projet énormissime. Il est du même ordre de grandeur que le tunnel sous la Manche. Si ça se faisait, il faudrait trouver une solution d'évacuation pour toutes les terres et les roches creusées. Combler une vallée pas loin de Bure, modifier des paysages, ou racheter des carrières pour les combler. Avec une valse des camions incessante, pour transporter des millions de mètres cubes.»

Montiers-sur-Saulx

Bar-le-Duc

La Saulx

«Il y a pas eu d'écoles ouvertes, c'était un leurre supplémentaire. Le collège de Montiers et ses quatre-vingts élèves, ils l'ont maintenu à bout de bras, mais il a fini par fermer. Personne ne s'installe ici. Les seuls emplois locaux créés c'est les vigiles et pour l'entretien des espaces verts. Si le projet se faisait, ce sont des entreprises hyperspécialisées, pour les forages et les constructions, qui viendraient de loin. Depuis le début c'est comme ça. Ça saucissonne le projet, chacun fait une partie du travail et s'en va. Comme les directeurs du pseudo-labo, ils restent deux ou trois ans. Ils ne vivent pas dans le coin, ils bossent et retournent à Nancy.»

«En 2013, on a fait capoter la réunion de lancement du débat public à la salle des fêtes de Bure, en mettant notamment du foin à l'intérieur mais aussi à l'extérieur. Le commissaire enquêteur est parti assez vite, penaud. Après il y a eu une réunion pour le débat à Bar-le-Duc. On a applaudi à tout rompre, sans s'arrêter pendant quarante-cinq minutes. C'était puissant! Pareil, la séance a été levée et on n'a pas du tout été inquiétés. Une action comme celle-là, je ne sais pas comment elle tournerait aujourd'hui, vu la couleur de la répression.»

Syndièse

«Autour du site actuel, les grands du nucléaire ont été priés de construire une installation. On y trouve des archives d'EDF, les archives d'Areva et même un projet du CEA, Syndièse, qui devait transformer du bois en carburant. Aujourd'hui les bâtiments de Syndièse sont vides, c'est du flan. C'est de l'argent de l'Andra qui leur était donné pour s'installer: il y a un circuit fermé, c'est pas du développement économique, c'est pour faire croire que ça vit, mais ça vit pas du tout.»

Meuse
Haute-Marne

Saudron

«Une descenderie de cinq kilomètres partirait d'ici, de Saudron. Quand l'Andra a déposé un dossier pour l'enquête publique, ils ont mis des cartes géologiques du bureau de recherche et de géologie minière, en ayant gommé les failles. Ce qui les dérange ils l'effacent: l'eau qui circule, la géothermie. Creuser si profond entraîne une modification du milieu, il va falloir maintenir les galeries, la pression est énorme et ils trichent là-dessus dans leurs rapports, en lissant avec les moyennes. Ça ne veut rien dire les moyennes.»

«C'est l'espace technologique de l'Andra. Il est sur la commune de Saudron, qui gueulait parce qu'elle avait rien, pas de sous. Donc le deuxième truc qu'ils ont installé, c'est l'espace technologique. Après il y a eu les archives, l'écothèque et l'hôtel-restaurant qui est tenu par la femme du maire de Bure.»

«Avant de se garer, on est passées dans un tout petit village qui s'appelle Guillaumé. Il y avait une ferme, des hangars et sous les hangars il y avait les énormes camions pour livrer le blé, tu as vu? Ce ne sont plus du tout des paysans qui conservent les haies, qui aiment bien les abeilles et les oiseaux, ils en ont rien à foutre.»

Guillaumé

«La première chose installée là, c'est... j'arrive pas à dire labo, le faux labo. Au départ c'était des champs de cailloux. L'été 2000 on a campé devant pendant deux mois. L'année d'après on a recommencé une semaine, blocages au péage, information dans le secteur, blocage du laboratoire. On avait bloqué avant l'arrivée des ouvriers, pour pouvoir discuter avec eux et ne pas se les mettre à dos, s'agissait pas de les enfermer sur leur lieu de travail. Ils étaient décontractés puisque c'était pas de leur fait, ils ne pouvaient pas aller travailler.»

Trajet du convoi vers le départ de la marche

Trajet de la *Marche bruyante contre labominable*

Emprise foncière de la zone de stockage prévue

L'Orge

«Il y a des gens qui prennent le relai. L'Andra avance tranquillement, en 2013, 2015, le bois Lejuc on n'en parlait pas. C'est de là que les travailleurs accéderaient aux galeries. C'est quand l'Andra a voulu récupérer ce bois qu'il a été occupé. C'était extraordinaire, admirable comme engagement, mais il y a eu une répression énorme. Cette forme de lutte ne concerne pas les mêmes personnes que moi. Elles sont plus radicales, elles peuvent tout laisser tomber dans leur vie pour ça.»

Gondrecourt-le-Château

Bonnet

Bois Lejuc

«Il y a un potentiel géothermique à l'aplomb du lieu de stockage prévu, et une règle de sûreté interdisait d'enfouir là où se trouvaient des ressources. L'Andra a dû mandater un expert pour faire les forages et évidemment, ses conclusions ont été falsifiées. En gros, là où l'eau aurait dû sortir le débit était faible, car les tuyaux étaient bouchés par une boue d'extraction. Avec un géologue, on a porté plainte pour dissimulation et falsification des données et le réseau Sortir du nucléaire a repris l'affaire avec ses juristes. On s'est fait débouter parce que, selon la justice, on n'avait pas d'intérêt pour agir.»

Bure

Maison de la résistance à la poubelle nucléaire

«On a toujours eu un soutien de quelques personnes locales très mobilisées. À Mandres, Madame R. et Madame H., deux vieilles dames qui étaient tout le temps-là, et un agriculteur, ça fait trois. À Bure, zéro. Si, Monsieur S. nous prêtait son terrain quand on faisait des festivals, dès 1995, quand on campait il nous apportait de l'eau. Les personnes qui se sont bougées ici étaient très isolées. Il y a des gens bien partout, mais ça n'a jamais été un raz-de-marée, avec des drapeaux antinucléaires à toutes les fenêtres.»

Mandres-en-Barrois

Hôtel

Écothèque

Laboratoire de l'Andra

Espace technologique

«Quand le laboratoire de l'Andra est sorti de terre, la première chose finie était le bâtiment d'accueil au public, nickel. Pour faire miroiter quelque chose de formidable, alors qu'il n'existe encore rien en sous-sol. Ils ont même fait une fausse galerie, comme les décors de carton-pâte des parcs d'attractions, dans laquelle on descend en ascenseur alors qu'on est juste un étage en dessous. Pour montrer qu'ils roulaient les gens, on avait balancé de la farine sur le chef de la com de l'Andra.»

Luméville-en-Ornois

Ancienne gare de Luméville-en-Ornois

«Ils vont remettre en route une voie ferrée entre Bar-le-Duc et Gondrecourt, par laquelle ils vont acheminer les déchets. Celle-ci est plus ancienne encore, il n'y a plus que le chemin. Ils veulent la relancer et la prolonger pour amener les déchets jusqu'à Saudron. C'est la ligne qui passait par la gare de Luméville, que des gens ont rachetée en 2004 pour en faire un lieu de résistance, comme la Maison à Bure.»

Automne 2019. Cigéo menace toujours. Nadine a pris ses distances avec la bataille. Elle manifeste encore, mais ne se sent plus «moteur». Pourtant, l'avancée du projet a bel et bien été freinée par ses opposant·es, qui ont aussi contribué à faire connaître la méprisable politique de l'oubli qui vise ce territoire et les ravages causés par l'industrie du nucléaire, dont la poubelle n'est que le dernier stade, comme le rappelait une copine, sur la route.

Entre-temps, la mobilisation a pris de nouvelles formes : des opposant·es se sont installé·es dans la région, le bois Lejuc est occupé à partir de 2016 en protestation contre sa cession à l'Andra par la commune de Mandres-en-Barrois et pour bloquer les travaux de défrichement. Mais la résistance est de plus en plus criminalisée et la répression se déchaîne : des dizaines de mises en examen, de procès, et d'interdictions de territoire, des peines de prison, des opposant·es épié·es, intimidé·es, brutalisé·es. Un autre territoire se dessine, militarisé. En 2017, des manifestations sont réprimées à grand renfort de gaz lacrymogènes, de canons à eau, de grenades assourdissantes et de désencerclement et de tirs de lanceurs de balles de défense, dont plusieurs au-dessus de la ceinture. Les blessé·es se comptent par dizaines. En février 2018, le bois Lejuc est évacué.

D'une certaine façon, le week-end féministe des 21 et 22 septembre a esquissé une autre manière encore d'investir les lieux. On a foulé cette terre sous hypothèque, on a dansé partout, de Montiers à Bure, de Bure à Montiers. On s'est connues, reconnues, on a partagé de l'eau, des infos, des conseils, des corvées et des idées. Nadine faisait partie des rares aîné·es à participer. Elle s'y est plu, mais nous fait part de ses doutes : «Je pense que les luttes s'ajoutent. Après, si ma fille n'était pas venue, je ne serais pas venue. J'étais contente d'être là, mais je ne vois pas ce qu'apporte un week-end féministe antinucléaire...»

Un peu plus tard, pourtant, elle semble se répondre à elle-même en mettant le doigt sur un moment clé du week-end – une assemblée générale improvisée au cours de la marche pour s'accorder sur la suite – salué au loin par le majestueux passage d'une biche filant droit sur les installations de l'Andra : «Dans le moment d'échanges sur les modes d'action, il n'y avait pas d'enjeux personnels, comme on peut avoir avec des hommes. Je suis sûre que l'héroïsme masculin, quand on en fait l'économie, c'est bien. Il n'y avait pas d'un côté des tièdes, de l'autre côté des courageuses, mais une vraie humilité de dire des choses difficiles. Une discussion sans hommes permet de poser des idées et de voir la lutte dans une perspective plus large, sans jugement.»

La possibilité de redonner du souffle à la lutte en prenant soin les un·es des autres, en se moquant de ce qui pouvait être attendu de nous, jouer des coudes pour serrer les rangs, et se revoir vite, partout : voilà ce qu'on retiendra de ce beau rassemblement. Rendez-vous sur les nombreuses voies qui mènent à l'Andra. ●

■ *Nik et Nuk Léaire. Carte réalisée par Léa Le Cozanet.*

SORTIR AU JOUR

Un scandale industriel à l'épreuve de la poésie

En 1936, la poétesse Muriel Rukeyser se rend à Gauley Bridge, en Virginie-Occidentale (États-Unis), où 764 ouvriers viennent de mourir de la silicose lors d'un chantier hydroélectrique. Mêlant la poésie aux témoignages, aux archives et aux notes de terrain, elle propose un singulier *Livre des morts* en hommage aux victimes. Traduit en 2017 en français aux Éditions Isabelle Sauvage, ce texte dresse la cartographie mémorielle, sensible et politique d'un désastre industriel et de la lutte pour sa reconnaissance.

En 1930, tandis que les États-Unis sont plongés dans la Grande dépression, un nouveau chantier s'ouvre en Virginie-Occidentale. C'est une aubaine dans cette région frappée par le chômage depuis la fermeture de nombreuses mines. Conçu par l'Union Carbide & Carbon Corporation, qui rassemble des filiales dans les domaines de l'électrométallurgie, de l'électrochimie et de la chimie synthétique, ce grand projet hydroélectrique est implanté à l'endroit où la New River et la Gauley River confluent pour former la rivière Kanawha, tout près de la ville d'Alloy. Présenté comme un projet d'intérêt général – produire de l'électricité pour les besoins publics et privés –, cet aménagement est en réalité prévu pour apporter du courant bon marché à l'Electro Metallurgical Corporation, une fabrique d'alliage d'acier située à proximité, également possédée par la Union Carbide & Carbon Corporation.